PUBLICATIONS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE A — N° 22

RECUEIL DES ARRÊTS

AFFAIRE DES ZONES FRANCHES DE LA HAUTE-SAVOIE ET DU PAYS DE GEX

ORDONNANCE DU 19 AOÛT 1929

PUBLICATIONS OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES A — No. 22

COLLECTION OF JUDGMENTS

CASE OF THE FREE ZONES OF UPPER SAVOY AND THE DISTRICT OF GEX

ORDER OF AUGUST 19th, 1929

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF
1929

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY
1929

ORDONNANCE

RENDUE A LA DATE DU 19 AOÛT 1929.

1929.
Le 19 août.
Dossier E. c. XVI.
Rôle XVII. 1.

DIX-SEPTIÈME SESSION (ORDINAIRE)

Présents :

MM. ANZILOTTI, *Président*,
LODER,
NYHOLM,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
HUBER,
PESSÔA,
HUGHES, } *Juges*,

MM. NEGULESCO,
WANG, } *Juges suppléants*,

M. DREYFUS, *Juge* ad hoc.

AFFAIRE DES ZONES FRANCHES DE LA HAUTE-SAVOIE ET DU PAYS DE GEX

LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE,

Composée ainsi qu'il est dit ci-dessus,
Après délibéré en Chambre du Conseil,
Vu les articles 48, 54, et 58 à 60 du Statut de la Cour,

Considérant que, par un compromis du 30 octobre 1924, ratifié le 21 mars 1928 et dûment notifié le 29 mars 1928 au Greffier de la Cour, le Président de la République française et le Conseil fédéral suisse, « considérant que la France et la Suisse n'ont pas pu s'entendre au sujet de l'interprétation à donner à l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles,

ORDER

MADE ON AUGUST 19th, 1929.

SEVENTEENTH (ORDINARY) SESSION.

1929.
August 19th.
File E. c. XVI.
Docket XVII. 1

Before:

MM. ANZILOTTI, *President*,
LODER,
NYHOLM,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
HUBER,
PESSÔA,
HUGHES, } *Judges*,

MM. NEGULESCO,
WANG, } *Deputy-Judges*,

M. DREYFUS, *Judge* ad hoc.

CASE OF THE FREE ZONES OF UPPER SAVOY AND THE DISTRICT OF GEX.

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE,

Composed as above,

After deliberation,

Having regard to Articles 48, 54, and 58 to 60 of the Court's Statute,

Whereas, by a Special Agreement dated October 30th, 1924, ratified on March 21st, 1928, and duly notified to the Registrar of the Court on March 29th, 1928, the President of the French Republic and the Swiss Federal Council, in view of the fact that France and Switzerland, having been "unable to agree in regard to the interpretation to be placed on Article 435,

avec ses annexes, et que l'accord prévu par ces textes n'a pas pu être réalisé par voie de négociations directes,

« Ont résolu de recourir à l'arbitrage pour fixer cette interprétation et régler l'ensemble des questions qu'implique l'exécution de l'alinéa 2 de l'article 435 du Traité de Versailles »,

Considérant que les deux Parties ont respectivement désigné comme leurs agents,

le Gouvernement français, M. Jules Basdevant, professeur à la Faculté de droit de Paris, jurisconsulte-adjoint au ministère des Affaires étrangères ;

le Gouvernement suisse, S. Exc. M. A. de Pury, ministre de Suisse aux Pays-Bas, et M. Paul Logoz, membre du Conseil national suisse, professeur à l'Université de Genève ;

et comme conseils,

le Gouvernement français, Me Paul-Boncour, député, ancien ministre, avocat à la Cour d'appel de Paris ;

le Gouvernement suisse, M. Walter Burckhardt, professeur à l'Université de Berne, et M. Paul-Edmond Martin, professeur à l'Université de Genève, directeur des Archives d'État de Genève ;

Vu les Mémoires, Contre-Mémoires et Répliques dûment présentés par les Parties les 5 septembre 1928, 23 janvier et 12 juin 1929, ainsi que les documents annexés à ces pièces ;

Ouï Me Paul-Boncour et M. Logoz en leurs plaidoiries, ainsi que Me Paul-Boncour, M. Basdevant et M. Logoz en leurs répliques, les 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 18, 19, 22 et 23 juillet 1929 ;

Considérant qu'aux termes de l'article premier, alinéa premier, dudit compromis, « il appartiendra à la Cour permanente de Justice internationale de dire si, entre la France et la Suisse, l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, a abrogé ou a pour but de faire abroger les stipulations du Protocole des Conférences de Paris du 3 novembre 1815, du Traité de Paris du 20 novembre 1815, du Traité de Turin du 16 mars 1816 et du Manifeste de la Cour des Comptes de Sardaigne du 9 septembre 1829, relatives à la structure douanière et économique des zones franches de la

paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes, and as it has proved to be impossible to effect the agreement provided for therein by direct negotiations,

"Have decided to resort to arbitration in order to obtain this interpretation and for the settlement of all the questions involved in the execution of paragraph 2 of Article 435 of the Treaty of Versailles",

Whereas the two Parties have respectively appointed as their Agents,

the French Government, M. Jules Basdevant, Professor in the Faculty of Law of Paris and Assistant Legal Adviser to the Ministry of Foreign Affairs;

the Swiss Government, H.E. M. A. de Pury, Swiss Minister to the Netherlands, and M. Paul Logoz, member of the Swiss National Council and Professor at the University of Geneva;

and as Counsel,

the French Government, Me Paul-Boncour, Deputy, former Minister and Counsel before the Court of Appeal of Paris;

the Swiss Government, M. Walter Burckhardt, Professor at the University of Berne, and M. Paul-Edmond Martin, Professor at the University of Geneva and Director of the Geneva State Archives;

Having regard to the Cases, Counter-Cases and Replies duly submitted by the Parties on September 5th, 1928, January 23rd, and June 12th, 1929, and the documents annexed thereto;

Having duly heard the oral pleadings presented by Me Paul-Boncour and M. Logoz and the replies made by Me Paul-Boncour, M. Basdevant and M. Logoz on July 9th, 10th, 11th, 12th, 13th, 15th, 16th, 18th, 19th, 22nd and 23rd, 1929;

Whereas, according to Article 1, paragraph 1, of the said Special Agreement, "it shall rest with the Permanent Court of International Justice to decide whether, as between Switzerland and France, Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes, has abrogated or has for its object the abrogation of the provisions of the Protocol of the Conference of Paris of November 3rd, 1815, of the Treaty of Paris of November 20th, 1815, of the Treaty of Turin of March 16th, 1816, and of the Manifesto of the Sardinian Court of Accounts of September 9th, 1829, regarding the customs

Haute-Savoie et du Pays de Gex, en tenant compte de tous faits antérieurs au Traité de Versailles, tels que l'établissement des douanes fédérales en 1849, et jugés pertinents par la Cour » ;

Considérant qu'aux termes de l'alinéa 2 du même article du compromis, « les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour que la Cour, dès la fin de son délibéré sur cette question et avant tout arrêt, impartisse aux deux Parties un délai convenable pour régler entre elles le nouveau régime desdits territoires dans les conditions jugées opportunes par les deux Parties, ainsi qu'il est prévu par l'article 435, alinéa 2, dudit Traité », ce délai pouvant « être prolongé sur la requête des deux Parties » ;

Considérant qu'aux termes de l'article 2, alinéa premier, du compromis, « à défaut de convention conclue et ratifiée par les Parties dans le délai fixé, il appartiendra à la Cour, par un seul et même arrêt rendu conformément à l'article 58 du Statut de la Cour, de prononcer sa décision sur la question formulée dans l'article premier ci-dessus et de régler, pour la durée qu'il lui appartiendra de déterminer et en tenant compte des circonstances actuelles, l'ensemble des questions qu'implique l'exécution de l'alinéa 2 de l'article 435 du Traité de Versailles » ;

Considérant qu'aux termes de notes échangées le 30 octobre 1924 entre le ministre français des Affaires étrangères et le ministre de Suisse à Paris, il a été entendu entre les Parties, notamment « qu'il ne sera pas fait d'objection de part ou d'autre à ce que les agents des deux Parties reçoivent de la Cour, à titre officieux et en présence l'un de l'autre, toutes indications utiles sur le résultat du délibéré concernant la question formulée à l'article premier, alinéa premier, de la convention d'arbitrage » ;

Considérant qu'aux termes de l'article 3, alinéa 3, du compromis du 30 octobre 1924, la Réplique écrite à déposer par chacune des Parties devait formuler « ses conclusions finales » ;

Que la Réplique déposée au nom du Gouvernement français conclut à ce qu'il plaise à la Cour :

and economic régime of the free zones of Upper Savoy and the Pays de Gex, having regard to all facts anterior to the Treaty of Versailles, such as the establishment of the Federal customs in 1849, which are considered relevant by the Court";

Whereas, under paragraph 2 of the same article of the Special Agreement, "the High Contracting Parties agree that the Court, as soon as it has concluded its deliberation on this question, and before rendering any judgment, shall accord to the two Parties a reasonable time to settle between themselves the new régime to be applied in those districts, under such conditions as they may consider expedient, as provided in Article 435, paragraph 2, of the said Treaty. This time may be extended at the request of the two Parties";

Whereas under Article 2, paragraph 1, of the Special Agreement: "failing the conclusion and ratification of a convention between the two Parties within the time specified, the Court shall, by means of a single judgment rendered in accordance with Article 58 of the Court's Statute, pronounce its decision in regard to the question formulated in Article 1 and settle for a period to be fixed by it and having regard to present conditions, all the questions involved in the execution of paragraph 2 of Article 435 of the Treaty of Versailles";

Whereas, according to the notes exchanged on October 30th, 1924, between the French Minister for Foreign Affairs and the Swiss Minister at Paris, it is understood between the Parties, amongst other things, "that no objection shall be raised on either side to the communication by the Court to the Agents of the two Parties, unofficially and in each other's presence, of any indications which may appear desirable as to the result of the deliberation upon the question formulated in Article 1, paragraph 1, of the Arbitration Convention";

Whereas, under Article 3, paragraph 3, of the Special Agreement of October 30th, 1924, the written Reply to be filed by each Party shall formulate "its final conclusions";

Whereas the Reply filed on behalf of the French Government submits that the Court should:

« Conformément aux lettres jointes au compromis, donner aux agents des deux Parties, à titre officieux et en présence l'un de l'autre, toutes indications utiles sur le résultat de son délibéré concernant la question formulée à l'article premier, alinéa 2, du compromis ;

Fixer le sens de son délibéré et, dans le cas visé à l'article 2 du compromis, fixer le dispositif de son arrêt de telle façon qu'elle dise et juge qu'entre la France et la Suisse, l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, a abrogé les stipulations du Protocole des Conférences de Paris du 3 novembre 1815, du Traité de Paris du 20 novembre 1815, du Traité de Turin du 16 mars 1816 et du Manifeste de la Cour des Comptes de Sardaigne du 9 septembre 1829, relatives à la structure douanière et économique des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex ;

Dès la fin de son délibéré sur cette question et avant tout arrêt, impartir aux deux Parties un délai convenable pour régler entre elles le nouveau régime desdits territoires dans les conditions jugées opportunes par les deux Parties, ainsi qu'il est prévu par l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, ce délai pouvant être prolongé sur la requête des deux Parties » ;

Que la Réplique déposée au nom du Gouvernement suisse conclut à ce qu'il plaise à la Cour :

« 1. Dire qu'entre la Suisse et la France, l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, n'a pas abrogé les stipulations du Protocole des Conférences de Paris du 3 novembre 1815, du Traité de Paris du 20 novembre 1815, du Traité de Turin du 16 mars 1816 et du Manifeste de la Cour des Comptes de Sardaigne du 9 septembre 1829, relatives à la structure douanière et économique des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex.

2. Dire qu'entre la Suisse et la France, l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, n'a pas pour but de faire abroger les stipulations du Protocole des Conférences de Paris du 3 novembre 1815, du Traité de Paris du 20 novembre 1815, du Traité de Turin du 16 mars 1816 et du Manifeste de la Cour des Comptes de Sardaigne du 9 septembre 1829, relatives à la structure douanière et économique des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, *en ce sens* qu'entre la Suisse et la France, l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, n'a pas pour but de

[*Translation.*]

"In accordance with the letters attached to the Special Agreement, communicate to the Agents of the two Parties, unofficially and in each other's presence, any indications which may appear desirable as to the result of its deliberation upon the question formulated in Article 1, paragraph 2, of the Special Agreement;

Determine the import of its deliberation and, in the circumstances contemplated by Article 2 of the Special Agreement, so formulate the operative part of its judgment that its effect shall be to decide that, as between France and Switzerland, Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes, has abrogated the provisions of the Protocol of the Conferences of Paris of November 3rd, 1815, of the Treaty of Paris of November 20th, 1815, of the Treaty of Turin of March 16th, 1816, and of the Manifesto of the Sardinian Court of Accounts of September 9th, 1829, regarding the customs and economic régime of the free zones of Upper Savoy and the District of Gex;

As soon as it has concluded its deliberation on this question and before pronouncing any decision, accord to the two Parties a reasonable time to settle between themselves the new régime to be applied in those districts under such conditions as they may consider expedient, as provided by Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, this time being capable of extension at the request of the two Parties";

Whereas the Reply filed on behalf of the Swiss Government submits that:

[*Translation.*]

"1. As between France and Switzerland, Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes, has not abrogated the provisions of the Protocol of the Conferences of Paris of November 3rd, 1815, of the Treaty of Paris of November 20th, 1815, of the Treaty of Turin of March 16th, 1816, or of the Manifesto of the Sardinian Court of Accounts of September 9th, 1829, regarding the customs and economic régime of the zones of Upper Savoy and the District of Gex.

2. As between Switzerland and France, Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes, has not for its object the abrogation of the provisions of the Protocol of the Conferences of Paris of November 3rd, 1815, of the Treaty of Paris of November 20th, 1815, of the Treaty of Turin of March 16th, 1816, or of the Manifesto of the Sardinian Court of Accounts of September 9th, 1829, regarding the customs and economic régime of the free zones of Upper Savoy and the District of Gex, *that is to say*, that as between Switzerland and France, Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles,

faire obligatoirement abroger lesdites stipulations, mais signifie seulement que la Suisse et la France pourront les abroger d'un commun accord » ;

Que, dans le même document, il est dit au sujet de la fixation du délai prévu à l'article premier, alinéa 2, du compromis, que

> « Le Gouvernement fédéral se réserve le droit de prendre toutes conclusions utiles sur ce point quand la Cour aura donné aux Parties les indications nécessaires sur le résultat de son délibéré concernant le problème d'interprétation (article premier, alinéa premier, du compromis), de la solution duquel dépendent les négociations directes dont il est ici question » ;

Considérant que l'article 435 du Traité de Versailles est ainsi conçu :

> « Les Hautes Parties contractantes, tout en reconnaissant les garanties stipulées en faveur de la Suisse par les traités de 1815 et notamment l'Acte du 20 novembre 1815, garanties qui constituent des engagements internationaux pour le maintien de la paix, constatent cependant que les stipulations de ces traités et conventions, déclarations et autres actes complémentaires relatifs à la zone neutralisée de Savoie, telle qu'elle est déterminée par l'alinéa premier de l'article 92 de l'Acte final du Congrès de Vienne et par l'alinéa 2 de l'article 3 du Traité de Paris du 20 novembre 1815, ne correspondent plus aux circonstances actuelles. En conséquence, les Hautes Parties contractantes prennent acte de l'accord intervenu entre le Gouvernement français et le Gouvernement suisse pour l'abrogation des stipulations relatives à cette zone qui sont et demeurent abrogées.
>
> Les Hautes Parties contractantes reconnaissent de même que les stipulations des traités de 1815 et des autres actes complémentaires relatifs aux zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex ne correspondent plus aux circonstances actuelles et qu'il appartient à la France et à la Suisse de régler entre elles, d'un commun accord, le régime de ces territoires, dans les conditions jugées opportunes par les deux pays » ;

Considérant que les annexes audit article sont libellées comme suit dans leurs parties pertinentes :

with its annexes, is not intended necessarily to lead to the abrogation of the aforesaid provisions, but simply means that Switzerland and France may abrogate them by mutual consent";

Whereas, in the same document, with reference to the fixing of the time provided for in Article 1, paragraph 2, of the Special Agreement, it is said that

> "The Federal Government reserves the right to make such submissions as may be indicated in regard to this point when the Court has given the Parties the necessary indications as to the result of its deliberation upon the question of interpretation (Article 1, paragraph 1, of the Special Agreement) on the solution of which are dependent the direct negotiations here referred to";

Whereas Article 435 of the Treaty of Versailles is as follows:

> "The High Contracting Parties, while they recognize the guarantees stipulated by the treaties of 1815, and especially by the Act of November 20th, 1815, in favour of Switzerland, the said guarantees constituting international obligations for the maintenance of peace, declare nevertheless that the provisions of these treaties, conventions, declarations and other supplementary acts concerning the neutralized zone of Savoy, as laid down in paragraph 1 of Article 92 of the Final Act of the Congress of Vienna and in paragraph 2 of Article 3 of the Treaty of Paris of November 20th, 1815, are no longer consistent with present conditions. For this reason the High Contracting Parties take note of the agreement reached between the French Government and the Swiss Government for the abrogation of the stipulations relating to this zone which are and remain abrogated.
>
> The High Contracting Parties also agree that the stipulations of the treaties of 1815 and of the other supplementary acts concerning the free zones of Upper Savoy and the Gex District are no longer consistent with present conditions, and that it is for France and Switzerland to come to an agreement together with a view to settling between themselves the status of these territories under such conditions as shall be considered suitable by both countries";

Whereas the relevant passages in the annexes to this article are as follows:

« I.

Le Conseil fédéral suisse a fait connaître au Gouvernement français à la date du 5 mai 1919 qu'après avoir examiné la disposition de l'article 435 dans un même esprit de sincère amitié, il a été assez heureux pour arriver à la conclusion qu'il lui était possible d'y acquiescer sous les considérations et réserves suivantes :

1° Zone neutralisée de la Haute-Savoie :

. . . . . .

2° Zone franche de la Haute-Savoie et du Pays de Gex :

a) Le Conseil fédéral déclare faire les réserves les plus expresses en ce qui concerne l'interprétation à donner à la déclaration mentionnée au dernier alinéa de l'article ci-dessus à insérer dans le Traité de paix, où il est dit que « les stipulations des traités de 1815 et des autres actes complémentaires relatifs aux zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex ne correspondent plus aux circonstances actuelles ». Le Conseil fédéral ne voudrait pas, en effet, que de son adhésion à cette rédaction il pût être conclu qu'il se rallierait à la suppression d'une institution ayant pour but de placer des contrées voisines au bénéfice d'un régime spécial approprié à leur situation géographique et économique et qui a fait ses preuves.

Dans la pensée du Conseil fédéral, il s'agirait non pas de modifier la structure douanière des zones, telle qu'elle a été instituée par les traités susmentionnés, mais uniquement de régler d'une façon mieux appropriée aux conditions économiques actuelles les modalités des échanges entre les régions intéressées. Les observations qui précèdent ont été inspirées au Conseil fédéral par la lecture du projet de convention relatif à la constitution future des zones, qui se trouvait annexé à la note du Gouvernement français datée du 26 avril. Tout en faisant les réserves susmentionnées, le Conseil fédéral se déclare prêt à examiner dans l'esprit le plus amical toutes les propositions que le Gouvernement français jugera à propos de lui faire à ce sujet.

b) Il est admis que les stipulations des traités de 1815 et autres actes complémentaires concernant les zones franches resteront en vigueur jusqu'au moment où un nouvel arrangement sera intervenu entre la Suisse et la France pour régler le régime de ces territoires.

II.

Le Gouvernement français a adressé au Gouvernement suisse, le 18 mai 1919, la note ci-après en réponse à la communication rapportée au paragraphe précédent :

"I.

The Swiss Federal Council has informed the French Government on May 5th, 1919, that after examining the provisions of Article 435 in a like spirit of sincere friendship, it has happily reached the conclusion that it was possible to acquiesce in it under the following conditions and reservations:

1. The neutralized zone of Haute-Savoie:

. . . . . .

2. Free zone of Haute-Savoie and the District of Gex.

(*a*) The Federal Council makes the most express reservations to the interpretation to be given to the statement mentioned in the last paragraph of the above article for insertion in the Treaty of Peace, which provides that 'the stipulations of the treaties of 1815 and other supplementary acts concerning the free zones of Haute-Savoie and the Gex District are no longer consistent with present conditions'. The Federal Council would not wish that its acceptance of the above wording should lead to the conclusion that it would agree to the suppression of a system intended to give neighbouring territory the benefit of a special régime which is appropriate to the geographical and economical situation and which has been well tested.

In the opinion of the Federal Council, the question is not the modification of the customs system of the zones as set up by the treaties mentioned above, but only the regulation in a manner more appropriate to the economic conditions of the present day of the terms of the exchange of goods between the regions in question. The Federal Council has been led to make the preceding observations by the perusal of the draft convention concerning the future constitution of the zones which was annexed to the note of April 26th from the French Government. While making the above reservations, the Federal Council declares its readiness to examine in the most friendly spirit any proposals which the French Government may deem it convenient to make on the subject.

(*b*) It is conceded that the stipulations of the treaties of 1815 and other supplementary acts relative to the free zones will remain in force until a new arrangement is come to between France and Switzerland to regulate matters in this territory.

II.

The French Government have addressed to the Swiss Government, on May 18th, 1919, the following note in reply to the communication set out in the preceding paragraph:

Par une note en date du 5 mai dernier, la Légation de Suisse à Paris a bien voulu faire connaître au Gouvernement de la République française l'adhésion du Gouvernement fédéral au projet d'article à insérer dans le Traité de paix entre les Gouvernements alliés et associés, d'une part, et l'Allemagne d'autre part.

Le Gouvernement français a pris très volontiers acte de l'accord ainsi intervenu, et, sur sa demande, le projet d'article en question, accepté par les Gouvernements alliés et associés, a été inséré sous le n° 435 dans les Conditions de paix présentées aux plénipotentiaires allemands.

Le Gouvernement suisse a formulé, dans sa note du 5 mai sur cette question, diverses considérations et réserves.

En ce qui concerne celles de ces observations qui sont relatives aux zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, le Gouvernement français a l'honneur de faire remarquer que la stipulation qui fait l'objet du dernier alinéa de l'article 435 est d'une telle clarté qu'aucun doute ne saurait être émis sur sa portée, spécialement en ce qui concerne le désintéressement qu'elle implique désormais à l'égard de cette question de la part des Puissances autres que la France et la Suisse.

En ce qui le concerne, le Gouvernement de la République, soucieux de veiller sur les intérêts des territoires français dont il s'agit et s'inspirant à cet égard de leur situation particulière, ne perd pas de vue l'utilité de leur assurer un régime douanier approprié, et de régler d'une façon répondant mieux aux circonstances actuelles les modalités des échanges entre ces territoires et les territoires suisses voisins, en tenant compte des intérêts réciproques.

Il va de soi que cela ne saurait en rien porter atteinte au droit de la France d'établir dans cette région sa ligne douanière à sa frontière politique, ainsi qu'il est fait sur les autres parties de ces limites territoriales et ainsi que la Suisse l'a fait elle-même depuis longtemps sur ses propres limites dans cette région.

Le Gouvernement de la République prend très volontiers acte à ce propos des dispositions amicales dans lesquelles le Gouvernement suisse se déclare prêt à examiner toutes les propositions françaises faites en vue de l'arrangement à substituer au régime actuel desdites zones franches et que le Gouvernement français entend formuler dans le même esprit amical.

D'autre part, le Gouvernement de la République ne doute pas que le maintien provisoire du régime de 1815, relatif aux zones franches, visé par cet alinéa de la note

In a note dated May 5th, the Swiss Legation in Paris was good enough to inform the Government of the French Republic that the Federal Government adhered to the proposed article to be inserted in the Treaty of Peace between the Allied and Associated Governments and Germany.

The French Government have taken note with much pleasure of the agreement thus reached, and, at their request, the proposed article, which had been accepted by the Allied and Associated Governments, has been inserted under No. 435 in the Peace conditions presented to the German plenipotentiaries.

The Swiss Government, in their note of May 5th on this subject, have expressed various views and reservations.

Concerning the observations relating to the free zones of Haute-Savoie and the Gex District, the French Government have the honour to observe that the provisions of the last paragraph of Article 435 are so clear that their purport cannot be misapprehended, especially where it implies that no other Power but France and Switzerland will in future be interested in that question.

The French Government, on their part, are anxious to protect the interests of the French territories concerned, and, with that object, having their special situation in view, they bear in mind the desirability of assuring them a suitable customs régime, and determining, in a manner better suited to present conditions, the methods of exchanges between these territories and the adjacent Swiss territories, while taking into account the reciprocal interests of both regions.

It is understood that this must in no way prejudice the right of France to adjust her customs line in this region in conformity with her political frontier, as is done on the other portions of her territorial boundaries, and as was done by Switzerland long ago on her own boundaries in this region.

The French Government are pleased to note on this subject in what a friendly disposition the Swiss Government take this opportunity of declaring their willingness to consider any French proposal dealing with the system to be substituted for the present régime of the said free zones, which the French Government intend to formulate in the same friendly spirit.

Moreover, the French Government have no doubt that the provisional maintenance of the régime of 1815 as to the free zones referred to in the above-mentioned

de la Légation de Suisse du 5 mai, et qui a évidemment pour motif de ménager le passage du régime actuel au régime conventionnel, ne constituera en aucune façon une cause de retard à l'établissement du nouvel état de choses reconnu nécessaire par les deux Gouvernements. La même observation s'applique à la ratification par les Chambres fédérales prévue à l'alinéa *a*) du *primo* de la note suisse du 5 mai, sous la rubrique « Zone neutralisée de la Haute-Savoie » » ;

Considérant que, dans la phase actuelle de la procédure, la Cour est simplement priée d'impartir aux deux Parties un délai convenable pour régler entre elles un « nouveau régime » des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex ; que ce délai doit être imparti « dès la fin » du « délibéré » de la Cour sur la question formulée à l'article premier, alinéa premier, du compromis, « et avant tout arrêt » ; qu'il ne lui appartiendra qu'éventuellement et ultérieurement « de prononcer sa décision sur » ladite question par un « arrêt rendu conformément à l'article 58 du Statut » ; mais « qu'il ne sera pas fait d'objection » de la part des Parties à ce que leurs agents « reçoivent de la Cour, à titre officieux, toutes indications utiles sur le résultat du délibéré » concernant ladite question ;

Considérant que les termes et l'esprit de son Statut, tels qu'ils apparaissent notamment dans ses articles 54, alinéa 3, et 58, ne permettent pas à la Cour de communiquer « à titre officieux » aux représentants de deux Parties en cause « le résultat du délibéré » sur une question à elle soumise pour décision ; que, contrairement à ce qui est permis pour le Règlement (article 32), il ne lui appartient pas, sur la proposition des Parties, de déroger aux dispositions du Statut ;

Considérant, d'autre part, que, d'après le préambule du compromis du 30 octobre 1924, il y a lieu de penser que le fait que l'accord entre les Parties prévu par l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, n'a jusqu'ici pas pu être réalisé est dû à ce qu'elles « n'ont pas pu s'entendre au sujet de l'interprétation à donner » audit article avec ses annexes ; que, dès lors, il serait oiseux d'impartir aux Parties un délai pour arriver à cet accord, si la Cour ne leur indiquait, en même temps ou au préalable, quelle est, de son avis, la

paragraph of the note from the Swiss Legation of May 5th, whose object is to provide for the passage from the present régime to the conventional régime, will cause no delay whatsoever in the establishment of the new situation which has been found necessary by the two Governments. This remark applies also to the ratification by the Federal Chambers, dealt with in paragraph 1 (*a*) of the Swiss note of May 5th, under the heading 'Neutralized zone of Haute-Savoie' " ;

Whereas, at the present stage of the proceedings, the Court is simply asked to accord to the two Parties a reasonable time to settle between themselves a "new régime" for the free zones of Upper Savoy and the District of Gex; as this time is to be accorded "as soon as" the Court's "deliberation" on the question set out in Article 1, paragraph 1, of the Special Agreement is concluded, and before "rendering any judgment"; as it will rest with the Court only in certain circumstances and at a later stage to "pronounce its decision" upon the said question by means of a "judgment rendered in accordance with Article 58 of the Statute"; but seeing that "no objection shall be raised" by the Parties to the "communication by the Court unofficially" to their Agents "of any indications which may appear desirable as to the result of the deliberation" upon the said question;

Whereas the spirit and letter of its Statute, in particular Articles 54, paragraph 3, and 58, do not allow the Court "unofficially" to communicate to the representatives of two Parties to a case "the result of the deliberation" upon a question submitted to it for decision; as, in contradistinction to that which is permitted by the Rules (Article 32), the Court cannot, on the proposal of the Parties, depart from the terms of the Statute;

Whereas, on the other hand, according to the preamble of the Special Agreement of October 30th, 1924, there is reason to believe that the agreement between the Parties contemplated by Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, has hitherto proved to be impossible because they have "been unable to agree in regard to the interpretation to be placed upon" the said article and its annexes; as consequently it would be useless to grant the Parties time within which to conclude this agreement, without informing them at the same

bonne interprétation desdits textes entre la France et la Suisse ;

Considérant que le règlement judiciaire des conflits internationaux, en vue duquel la Cour est instituée, n'est qu'un succédané au règlement direct et amiable de ces conflits entre les Parties ; que, dès lors, il appartient à la Cour de faciliter, dans toute la mesure compatible avec son Statut, pareil règlement direct et amiable ;

Considérant que la Cour doit, en tout état de cause, conformément à l'article 48 du Statut, fixer par voie d'ordonnance le délai prévu à l'article premier, alinéa 2, du compromis ; que, à la différence des arrêts visés par l'article 58 du Statut, auquel se réfère l'article 2, alinéa premier, du compromis, les ordonnances rendues par la Cour, bien qu'étant, en règle générale, lues en audience publique, les agents dûment prévenus, ne décident pas avec force « obligatoire » (article 59 du Statut) et avec effet « définitif » (article 60 du Statut) le différend que les Parties ont porté devant la Cour ;

Considérant que, dans le doute, les clauses d'un compromis par lequel la Cour est saisie d'un différend doivent, si cela n'est pas faire violence à leurs termes, être interprétées d'une manière permettant à ces clauses de déployer leurs effets utiles ;

Considérant qu'il est possible, sans porter atteinte aux dispositions du Statut, de donner suite essentiellement à la volonté commune des Parties telle qu'elle est exprimée dans le compromis, en indiquant dans l'exposé des motifs de l'ordonnance impartissant aux Parties le délai prévu à l'article premier, alinéa 2, du compromis, le résultat du délibéré de la Cour sur la question formulée à l'article premier, alinéa premier, dudit acte ;

Qu'il importe néanmoins d'établir clairement que les compromis par lesquels la Cour est saisie de différends internationaux devraient désormais être rédigés en tenant exactement compte des formes dans lesquelles il appartient à la Cour de manifester son opinion selon les termes mêmes des actes constitutionnels qui régissent son activité et de telle sorte que la Cour puisse connaître naturellement de ces différends sans recourir, comme dans le cas actuel, à une construction qui doit être considérée comme strictement exceptionnelle,

time or previously, what, in the Court's opinion is the correct interpretation of the said texts as between France and Switzerland;

Whereas the judicial settlement of international disputes, with a view to which the Court has been established, is simply an alternative to the direct and friendly settlement of such disputes between the Parties; as consequently it is for the Court to facilitate, so far as is compatible with its Statute, such direct and friendly settlement;

Whereas the Court must, in any event, fix by order, in accordance with Article 48 of the Statute, the time contemplated by Article 1, paragraph 2, of the Special Agreement; and whereas, in contradistinction to judgments contemplated by Article 58 of the Statute, to which reference is made in Article 2, paragraph 1, of the Special Agreement, orders made by the Court, although as a general rule read in open Court, due notice having been given to the Agents, have no "binding" force (Article 59 of the Statute) or "final" effect (Article 60 of the Statute) in deciding the dispute brought by the Parties before the Court;

Whereas, in case of doubt, the clauses of a special agreement by which a dispute is referred to the Court must, if it does not involve doing violence to their terms, be construed in a manner enabling the clauses themselves to have appropriate effects;

Whereas it is possible, without infringing the provisions of the Statute, to give effect in all essential respects to the common will of the Parties as expressed in the Special Agreement, by indicating, in the grounds of the order according to the Parties the time referred to in Article 1, paragraph 2, of the Special Agreement, the result of the Court's deliberations upon the question formulated in Article 1, paragraph 1, of that instrument;

As, nevertheless, it is important to set forth clearly that special agreements whereby international disputes are submitted to the Court should henceforth be formulated with due regard to the forms in which the Court is to express its opinion according to the precise terms of the constitutional provisions governing its activity, in order that the Court may be able to deal with such disputes in the ordinary course and without resorting, as in the present case, to a construction which must be regarded as strictly exceptional,

Rend l'ordonnance suivante :

Sur les preuves :

Considérant que, lors de sa plaidoirie du 13 juillet, l'agent du Gouvernement suisse a déposé un volume intitulé : *Publications des Comités suisses en faveur du maintien des zones franches de 1815 et 1816*, et que, dans sa réplique du 19 juillet, l'agent du Gouvernement français a prié la Cour, à titre principal, d'écarter purement et simplement du débat ladite publication ;

Que, dans sa réplique du 22 juillet, l'agent du Gouvernement suisse a déclaré s'en remettre à la décision de la Cour à cet égard ;

Considérant qu'aux termes de l'article 52 de son Statut, « après avoir reçu les preuves et témoignages dans les délais déterminés par elle, la Cour peut écarter toutes dépositions ou documents nouveaux qu'une des Parties voudrait lui présenter sans l'assentiment de l'autre » ;

Considérant que les extraits dudit volume dont l'agent du Gouvernement suisse a donné lecture au cours des débats oraux ne sont pas nécessaires, dans le stade actuel de la procédure, pour permettre à la Cour de former son opinion sur la question à elle soumise par l'article premier, alinéa premier, du compromis ;

Sur la mission de la Cour :

Considérant qu'aux termes de l'article premier, alinéa premier, du compromis, il appartient à la Cour de dire si, entre la France et la Suisse, l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, a abrogé ou a pour but de faire abroger les stipulations du Protocole des Conférences de Paris du 3 novembre 1815, du Traité de Paris du 20 novembre 1815, du Traité de Turin du 16 mars 1816 et du Manifeste de la Cour des Comptes de Sardaigne du 9 septembre 1829, relatives à la structure douanière et économique des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, en tenant compte de tous faits antérieurs au Traité de Versailles ;

Considérant que l'incidente « entre la France et la Suisse » a pour effet de limiter la mission de la Cour à déterminer uniquement les droits et obligations réciproques découlant,

Makes the following Order:

As to the evidence:

Whereas, in the course of his argument on July 13th, the Agent for the Swiss Government filed a volume entitled: *Publications des Comités suisses en faveur du maintien des zones franches de 1815 et 1816*, and as, in his reply of July 19th, the Agent for the French Government submitted, as a preliminary objection, that this publication should not be received in evidence;

As, in his reply on July 22nd, the Agent for the Swiss Government stated that he left the decision on this point to the Court;

Whereas, according to Article 52 of its Statute, "after the Court has received the proofs and evidence within the time specified for the purpose, it may refuse to accept any further oral or written evidence that one Party may desire to present unless the other side consents";

Whereas the extracts from the said volume read by the Agent for the Swiss Government during the hearing are not necessary at the present stage of the proceedings to enable the Court to form its opinion upon the question submitted to it by Article 1, paragraph 1, of the Special Agreement;

As to the Court's function:

Whereas, according to Article 1, paragraph 1, of the Special Agreement, it rests with the Court to decide whether, as between France and Switzerland, Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes, has abrogated or has for its object the abrogation of the provisions of the Protocol of the Conferences of Paris of November 3rd, 1815, of the Treaty of Paris of November 20th, 1815, of the Treaty of Turin of March 16th, 1816, and of the Manifesto of the Sardinian Court of Accounts of September 9th, 1829, regarding the customs and economic régime of the free zones of Upper Savoy and the District of Gex, having regard to all facts anterior to the Treaty of Versailles;

Whereas the expression "as between France and Switzerland" has the effect of limiting the function of the Court solely to that of determining the reciprocal rights and

pour ces deux pays, en ce qui concerne le régime des zones franches, de l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, à l'exclusion des relations juridiques qu'a fait naître ce texte entre les signataires dudit Traité ;

Considérant que, eu égard notamment au but du compromis, tel que ce but ressort de son préambule lorsqu'il constate que les Parties n'ont pas pu s'entendre au sujet de l'interprétation à donner à l'article 435, alinéa 2, avec ses annexes, du Traité de Versailles ; eu égard au fait que la véritable divergence qui a fait échouer l'entente entre les Parties a porté sur la question de savoir si le régime des zones pouvait être aboli sans le consentement de la Suisse ; et eu égard au fait qu'il ne saurait, dans la règle, être imposé à la Cour de choisir entre des interprétations déterminées d'avance et dont il se pourrait qu'aucune ne correspondît à l'opinion qu'elle se serait formée, la Cour a toute latitude de donner à l'article 435, alinéa 2, avec ses annexes, du Traité de Versailles, une interprétation complète au double point de vue de savoir s'il a abrogé les stipulations anciennes dont il s'agit ou s'il a pour but de les faire abroger ; que, dès lors, si elle arrive à la conclusion que l'article, avec ses annexes, n'a pas abrogé les anciennes stipulations relatives aux zones franches, elle n'est pas contrainte de dire qu'il a pour but de les faire abroger, mais peut, au contraire, dire aussi bien que tel n'est pas le but de l'article, avec ses annexes ;

Considérant que, compte étant tenu des indications fournies par le préambule du compromis ainsi que par l'histoire des négociations qui ont eu lieu entre les Parties en vue d'arriver à l'accord prévu par l'article 435, alinéa 2, et dont il a été fait état devant la Cour, la mission de celle-ci, en répondant à la question de savoir si ledit article, avec ses annexes, a pour but de faire abroger les anciennes stipulations relatives aux zones franches, est de dire si oui ou non la Suisse est obligée d'accepter comme base des négociations futures visées par l'article premier, alinéa 2, du compromis, l'abrogation du régime des zones franches, c'est-à-dire, notamment, le transfert de la ligne douanière française dans ces territoires à la frontière politique ; qu'il est, en effet, évident que si la France

obligations arising in connection with the régime of the free zones for the two countries, under Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes, apart from the legal relations as between signatories of the said Treaty resulting from this article;

Whereas, having regard more particularly to the aim of the Special Agreement, as this aim appears from its preamble when it states that the Parties have been unable to agree in regard to the interpretation to be placed upon Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, with its annexes; having regard to the fact that the real divergence which was the cause of the failure of the Parties to reach an agreement, related to the question whether the régime of the zones could be abolished without Switzerland's consent; and having regard to the fact that the Court cannot as a general rule be compelled to choose between constructions determined beforehand none of which may correspond to the opinion at which it may arrive, the Court is entirely free to interpret Article 435, paragraph 2, with its annexes, of the Treaty of Versailles upon both points without restriction, that is, whether it has abrogated the former provisions in question, and whether it has for its object their abrogation; as, therefore, if it arrives at the conclusion that the article, with its annexes, has not abrogated the former provisions relating to the free zones, it is not obliged to say that it has for its object their abrogation, but, on the contrary, may equally say that this is not the intention of the article, with its annexes;

Whereas, in view of the indications afforded by the preamble of the Special Agreement and by the history of the negotiations which have taken place between the Parties with a view to reaching the agreement contemplated by Article 435, paragraph 2, and which have been cited before the Court, the task of the latter, in replying to the question whether the said article, with its annexes, has for its object the abrogation of the former provisions relating to the free zones, is to decide whether or not Switzerland is obliged to accept, as a basis for the future negotiations contemplated by Article 1, paragraph 2, of the Special Agreement, the abolition of the régime of the free zones, that is to say, in particular the transfer of the French customs barrier in these territories to the

et la Suisse arrivent à conclure l'accord prévu par ledit article et par l'article 2, alinéa premier, du compromis, cet accord aura pour effet d'abroger, en la forme, les anciennes stipulations, quel que soit, par ailleurs, son contenu ; que, dès lors, si, afin de répondre à la question à elle posée, la Cour ne regardait pas l'expression « a pour but de faire abroger » comme signifiant « a pour but de faire obligatoirement abroger », sa réponse n'éliminerait pas les difficultés essentielles qui ont fait échouer jusqu'à présent les négociations entre la France et la Suisse et qui les ont déterminées à saisir la Cour ;

Sur les questions posées :

Considérant que c'est en remplissant la mission à elle confiée, telle qu'elle résulte des considérations ci-dessus, que la Cour doit tenir compte de tous faits antérieurs au Traité de Versailles, notamment l'établissement des douanes fédérales en 1849, et jugés pertinents par elle ;

Considérant que l'ensemble desdits faits offre pour la question soumise à la Cour une pertinence certaine en ce sens qu'ils expliquent la conclusion tirée par les Hautes Parties contractantes du Traité de Versailles de leur déclaration suivant laquelle « les stipulations des traités de 1815 et des autres actes complémentaires relatifs aux zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex ne correspondent plus aux circonstances actuelles », à savoir « qu'il appartient à la France et à la Suisse de régler entre elles, d'un commun accord, le régime de ces territoires, dans les conditions jugées opportunes par les deux pays » ; que toute l'étude ultérieure de la question par la Cour a eu lieu en partant de cette considération ;

Considérant que le texte même de l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles ne tire de la constatation de la non-conformité des stipulations anciennes avec les circonstances actuelles aucune autre conclusion que celle relative à la faculté pour la France et la Suisse de régler entre elles le régime des zones franches, conclusion qui équivaut, de la part des Hautes Parties contractantes autres que la France, à une déclaration de désintéressement à l'égard dudit régime ; que, notamment,

political frontier; and whereas it is, in fact, evident that if France and Switzerland succeed in reaching the agreement provided for in the said article and in Article 2, paragraph 1, of the Special Agreement, that agreement, whatever its contents may be, will have the formal effect of abrogating the former provisions; and therefore if, in replying to the question put, the Court were not to regard the expression "has for its object the abrogation of" as meaning "is intended necessarily to lead to the abrogation of", its reply would not eliminate the fundamental difficulties which have hitherto impeded the negotiations between France and Switzerland and which have induced them to have recourse to the Court;

As to the questions submitted:

Whereas the Court, in performing its function in the light of the foregoing considerations, must have regard to all facts antecedent to the Treaty of Versailles, and particularly the establishment of the Federal customs in 1849, which are considered relevant by it;

Whereas these facts, taken together, are clearly relevant to the question submitted to the Court in that they explain the conclusion drawn by the High Contracting Parties to the Versailles Treaty in their declaration to the effect that "the stipulations of the treaties of 1815 and of the other supplementary acts concerning the free zones of Upper Savoy and the Gex District are no longer consistent with present conditions", namely "that it is for France and Switzerland to come to an agreement together with a view to settling between themselves the status of these territories under such conditions as shall be considered suitable by both countries"; and as the subsequent examination of the question by the Court has been entirely conducted in the light of this consideration;

Whereas the text itself of Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles draws from the statement that the former stipulations are not consistent with present conditions, no other conclusion but that France and Switzerland are to settle between themselves the status of the free zones, a conclusion which is tantamount to a declaration of disinterestedness as regards that status, on the part of the High Contracting Parties other than France; as, in particular, this text does

ce texte ne tire pas la conclusion que la conséquence nécessaire de cette non-conformité soit l'abrogation des anciennes stipulations relatives aux zones franches ;

Considérant que, d'ailleurs, dans l'article 435, alinéa premier, du Traité de Versailles, les Hautes Parties contractantes, après avoir constaté que les « stipulations des traités [de 1815] et conventions, déclarations et autres actes complémentaires relatifs à la zone neutralisée de la Savoie .... ne correspondent plus aux circonstances actuelles », déclarent « en conséquence » prendre « acte de l'accord intervenu entre le Gouvernement français et le Gouvernement suisse pour l'abrogation des stipulations relatives à cette zone », en ajoutant que ces stipulations « sont et demeurent abrogées » ;

Que l'expression « ne correspondent plus aux circonstances actuelles », lorsqu'elle apparaît dans l'alinéa premier de l'article, constitue la base d'un acquiescement de la part des Hautes Parties contractantes à un accord déjà intervenu entre la France et la Suisse et abrogeant la zone neutre ; que, lorsqu'elle apparaît dans l'alinéa 2 du même article, elle constitue également la base d'une déclaration par laquelle les Hautes Parties contractantes donnent leur acquiescement à un accord — en l'espèce un accord futur — entre la France et la Suisse ;

Que, dès lors — et quelle que puisse être sa signification dans d'autres contextes —, il n'y a pas lieu de regarder l'expression « ne correspondent plus aux circonstances actuelles » comme comportant *ipso facto*, dans le deuxième alinéa de l'article, l'abrogation des zones franches, puisqu'elle n'a pas, dans l'alinéa premier, le sens de comporter automatiquement l'abrogation de la zone neutre ;

Considérant qu'en tout état de cause l'article 435 du Traité de Versailles n'est opposable à la Suisse, qui n'est pas partie à ce Traité, que dans la mesure où elle l'a elle-même accepté ; que cette mesure est déterminée par la note du Conseil fédéral suisse du 5 mai 1919, dont un extrait constitue l'annexe I audit article ; que c'est par cet acte, et par cet acte seul, que le Gouvernement suisse a déclaré « acquiescer » à « la disposition de l'article 435 », à savoir « sous les considérations et réserves » qui se trouvent énoncées dans ladite note ;

not set forth the conclusion that as a necessary consequence of this inconsistency the former stipulations relating to the free zones are abrogated;

Whereas, furthermore, in Article 435, paragraph 1, of the Treaty of Versailles, the High Contracting Parties, after stating that the "provisions of these treaties [of 1815], conventions, declarations and other supplementary acts concerning the neutralized zone of Savoy .... are no longer consistent with present conditions", take "note of the agreement reached between the French Government and the Swiss Government for the abrogation of the stipulations relating to this zone", adding that these stipulations "are and remain abrogated";

Whereas the expression "are no longer consistent with present conditions", when used in the first paragraph of the article, constitutes the ground on which the High Contracting Parties acquiesce in an agreement already concluded between France and Switzerland abolishing the neutral zone; as, when it is used in the second paragraph of the same article, it also constitutes the ground on which the High Contracting Parties declare that they acquiesce in an agreement—in this case a future agreement—between France and Switzerland;

As, consequently—no matter what its significance might be in other contexts—, there is no reason for regarding the expression "are no longer consistent with present conditions" as *ipso facto* involving, in the second paragraph of the article, the abolition of the free zones, since in the first paragraph its meaning is not such as automatically to involve the abolition of the neutral zone;

Whereas, in any event, Article 435 of the Treaty of Versailles is not binding on Switzerland, which is not a Party to this Treaty, except to the extent to which that country has itself accepted it; as this extent is determined by the note of the Swiss Federal Council of May 5th, 1919, an extract from which constitutes Annex I to this article; as it is by this action and by this action alone that the Swiss Government has "acquiesced" in the "provisions of Article 435", namely "under the conditions and reservations" which are set out in the said note;

Que, parmi lesdites considérations et réserves, il est dit, entre autres, que « le Conseil fédéral ne voudrait pas .... que de son adhésion à cette rédaction [*scil.*: article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles] il pût être conclu qu'il se rallierait à la suppression d'une institution .... qui a fait ses preuves », à savoir, le régime des zones franches ;

Que, dès lors, ledit article, à supposer qu'il fût possible de l'interpréter comme comportant l'abrogation dudit régime, ne pourrait déployer ses effets entre la France et la Suisse que si le consentement de la Suisse n'était point nécessaire pour cette abrogation ;

Considérant que la Cour ne peut attacher de valeur décisive aux arguments en sens contraire que l'on a cherché à tirer d'autres passages de ladite note du Conseil fédéral ainsi que de l'ensemble de la note française du 18 mai 1919 qui constitue l'annexe II à l'article 435 du Traité de Versailles ;

Qu'en effet, pour ce qui est de cette dernière note, la Cour — qui, tout en ayant pour mission d'interpréter ledit article *avec ses annexes*, n'en reste pas moins libre d'apprécier l'importance qu'il convient, à ce point de vue, d'attribuer à chacune des annexes — ne saurait lui reconnaître une valeur interprétative, vu notamment le fait qu'elle ne saurait en aucun cas affecter les modalités de l'acquiescement du Conseil fédéral à l'article dont il s'agit, acquiescement qui constitue un acte unilatéral de la Suisse ;

Considérant, pour ce qui touche à la possibilité d'abroger le régime des zones franches sans le consentement de la Suisse, que, d'une manière générale, les termes mêmes de l'article 435, alinéa 2, sembleraient présupposer l'existence d'un droit découlant, pour la Suisse, des stipulations anciennes ; que, dans le même ordre d'idées, le consentement de la Suisse a été effectivement demandé ; enfin, que les Hautes Parties contractantes ont inséré, à la suite de l'article 435, la note suisse du 5 mai 1919, laquelle, de l'avis de la Cour, est entièrement fondée sur l'existence d'un tel droit pour la Suisse ;

Considérant, en ce qui concerne particulièrement la zone sarde, que la Suisse, en sa qualité de Partie au Traité signé

Whereas, amongst the aforesaid conditions and reservations, it is stated *inter alia* that "the Federal Council would not wish that its acceptance of the above wording [i.e. Article 435, paragraph 1, of the Treaty of Versailles] should lead to the conclusion that it would agree to the suppression of a system .... which has been well tested", namely the régime of the free zones;

As, accordingly, the said article, assuming that it were possible to interpret it as involving the abolition of the said régime, could not be operative as between France and Switzerland, unless Switzerland's consent were not necessary for such abolition;

Whereas the Court is unable to regard as decisive the arguments to the contrary which it has been sought to deduce from other passages of the said note of the Federal Council and from the whole of the French note of May 18th, 1919, which forms Annex II to Article 435 of the Treaty of Versailles;

As, with regard to this latter note, the Court—which, though its task is to interpret the said article *with its annexes*, nevertheless remains free to estimate the weight to be attached from this point of view to each of the annexes—is unable to regard it as possessing any weight for the purposes of interpretation, having regard especially to the fact that it cannot in any circumstances affect the conditions of the Federal Council's acquiescence in the article in question, that acquiescence being a unilateral act on the part of Switzerland;

Whereas, in regard to the possibility of abolishing the régime of the free zones without Switzerland's consent, the actual terms of Article 435, paragraph 2, generally speaking, would seem to presuppose the existence of a right on the part of Switzerland derived from the former stipulations; as, in the same connection, Switzerland's consent has in fact been sought; and lastly, as the High Contracting Parties have inserted, after Article 435, the Swiss note of May 5th, 1919, which, in the Court's opinion, is entirely based on the existence of such a right on the part of Switzerland;

Whereas, with particular regard to the Sardinian zone, Switzerland, in her capacity as Party to the Treaty of Turin

à Turin le 16 mars 1816, a acquis un droit contractuel au recul de la ligne douanière dans cette région ;

Considérant, en ce qui concerne particulièrement la zone de Saint-Gingolph, que, la Cour étant d'avis que le Traité de Turin du 16 mars 1816 n'a pas été abrogé, il en est de même du Manifeste de la Royale Chambre des Comptes de Sardaigne du 9 septembre 1829, la question touchant la nature juridique de cet acte étant, par ailleurs, réservée ;

Considérant, en ce qui concerne particulièrement la zone de Gex, que tant l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles que le compromis traitent cette zone de la même manière exactement que les zones de la Haute-Savoie ; et que ladite zone fait partie d'un règlement territorial en faveur de la Suisse, règlement qui, envisagé dans la « Déclaration des Puissances rassemblées au Congrès de Vienne au sujet de la Suisse » du 20 mars 1815, à laquelle la Suisse a accédé par acte de la Diète de la Confédération helvétique en date du 27 mai 1815, a trouvé une nouvelle expression dans le Protocole signé le 3 novembre 1815 à Paris (Protocole cité dans le compromis et qui mentionne expressément le recul des lignes douanières françaises « des frontières suisses du côté du Jura ») et a reçu sa forme définitive dans l'article premier du Traité de paix, signé à Paris le 20 novembre 1815, article dont le préambule et le paragraphe 3 sont ainsi conçus :

> « Les frontières de la France seront telles qu'elles étaient en 1790, sauf les modifications de part et d'autre qui se trouvent indiquées dans l'article présent.
>
> . . . . . .
>
> 3. Pour établir une communication directe entre le canton de Genève et la Suisse, la partie du pays de Gex, bornée à l'est par le lac Léman, au midi par le territoire du canton de Genève, au nord par celui du canton de Vaud, à l'ouest par le cours de la Versoix et par une ligne qui renferme les communes de Collex-Bussy et Meyrin, en laissant la commune de Fernex à la France, sera cédée à la Confédération helvétique pour être réunie au canton de Genève. La ligne des douanes françaises sera placée à l'ouest du Jura, de manière que tout le pays de Gex se trouve hors de cette ligne » ;

of March 16th, 1816, has acquired a contractual right to the withdrawal of the customs barrier in that district;

Whereas, with particular regard to the zone of Saint-Gingolph, the Court, being of opinion that the Treaty of Turin of March 16th, 1816, has not been abrogated, the same is true as regards the Manifesto of the Royal Chamber of Accounts of Sardinia dated September 9th, 1829, the question of the legal nature of that instrument remaining however reserved;

Whereas, with particular regard to the zone of Gex, both Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles and the Special Agreement treat this zone in exactly the same way as the zone of Upper Savoy; and as this zone forms part of a territorial arrangement in favour of Switzerland, an arrangement which, being contemplated in the "Declaration of the Powers assembled at the Congress of Vienna in regard to Switzerland" of March 20th, 1815, to which Switzerland acceded by act of the Diet of the Helvetian Confederation dated May 27th, 1815, was restated in the Protocol signed on November 3rd, 1815, at Paris (this Protocol being referred to in the Special Agreement and expressly mentioning the withdrawal of the French customs barriers "from the Swiss frontiers facing the Jura"), and received final form in Article 1 of the Treaty of Peace signed at Paris on November 20th, 1815, the preamble and third paragraph of this article being as follows:

[*Translation.*]

"The frontiers of France shall be as they were in 1790, save for the modifications in one direction or the other which are indicated in this article.

. . . . . .

3. In order to establish direct communication between the Canton of Geneva and Switzerland, that part of the District of Gex bordered on the east by the Lake of Geneva, on the south by the territory of the Canton of Geneva, on the north by that of the Canton of Vaud, on the west by the course of the river Versoix and by a line including the communes of Collex-Bussy and Meyrin, leaving the commune of Fernex to France, shall be ceded to the Helvetian Confederation to be united to the Canton of Geneva. The line of the French customs shall be placed to the west of the Jura, so that the whole District of Gex shall be outside this line";

Que ledit Protocole du 3 novembre 1815 a été formellement transmis à la Suisse par les Puissances signataires de la Déclaration de Vienne du 20 mars 1815 avec une Déclaration du 20 novembre 1815, faite à la suite de l'acte d'accession du 27 mai 1815 de la Diète helvétique à ladite Déclaration du 20 mars 1815 ;

Que l'ensemble de ces actes, ainsi que les circonstances dans lesquelles ils ont été faits, établissent, de l'avis de la Cour, que l'intention qu'avaient les Puissances, en même temps qu'elles « arrondissaient » le territoire genevois et assuraient l'accès direct du canton de Genève au reste de la Suisse, était de créer en faveur de la Suisse un droit, dont elle pourrait se prévaloir, au recul de la ligne douanière française de la frontière politique du Pays de Gex, c'est-à-dire à la zone franche de Gex ;

Considérant que la Cour, arrivée à cette conclusion sur la base d'un simple examen de la situation de fait relative au cas d'espèce, n'a pas besoin de se prononcer sur la mesure dans laquelle le droit international connaîtrait éventuellement la « stipulation pour autrui » ;

Considérant que, si l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes, n'a pas, entre la France et la Suisse, abrogé les stipulations anciennes relatives aux zones franches, il n'a pas non plus pour but de les faire abroger ; qu'en effet, les Hautes Parties contractantes n'ayant, dans l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles, tiré de leur constatation relative à la non-conformité des stipulations anciennes concernant les zones franches avec les circonstances actuelles d'autre conséquence que la faculté pour la France et la Suisse de régler entre elles, d'un commun accord, le régime de ces territoires dans les conditions jugées opportunes par les deux pays, sans préjuger par ailleurs de quelque manière que ce soit du contenu de cet accord qui, dès lors, pourra ou non, suivant la commune volonté des Parties, comporter l'abrogation du régime des zones franches ; et la Suisse ayant, dans sa note du 5 mai 1919, annexée audit article, fait une réserve expresse contre la suppression future (« se rallierait ») du régime des zones franches résultant des anciennes stipulations à leur sujet, il ne saurait être admis qu'entre la France et la Suisse ledit article, avec ses annexes, ait pour but de faire

Whereas the aforesaid Protocol of November 3rd, 1815, was formally transmitted to Switzerland by the Powers signatory to the Declaration of Vienna of March 20th, 1815, together with a Declaration of November 20th, 1815, following upon the act of accession of May 27th, 1815, of the Helvetian Diet to the said Declaration of March 20th, 1815;

Whereas all these instruments, taken together, as also the circumstances in which they were executed, establish, in the Court's opinion, that the intention of the Powers was, besides "rounding out" the territory of Geneva and assuring direct communication between the Canton of Geneva and the rest of Switzerland, to create in favour of Switzerland a right, on which she could rely, to the withdrawal of the French customs barrier from the political frontier of the District of Gex, that is to say, a right to the free zone of Gex;

Whereas the Court, having reached this conclusion simply on the basis of an examination of the situation of fact in regard to this case, need not decide as to the extent to which international law takes cognizance of the principle of "stipulations in favour of third Parties";

Whereas, if Article 435, paragraph 2, with its annexes, of the Treaty of Versailles has not, as between France and Switzerland, abrogated the former provisions relating to the free zones, neither has it for its object the abrogation thereof; as, in fact, since the High Contracting Parties in Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, have not drawn from their statement as to the inconsistency of the former stipulations concerning the free zones with present conditions any consequence other than that it is for France and Switzerland to come to an agreement together with a view to settling between themselves the status of these territories under such conditions as shall be considered suitable by both countries, without in any way prejudging the question of the contents of this agreement which, therefore, may or may not, according to the common will of the Parties, lead to the abrogation of the régime of the free zones; and since Switzerland, in her note of May 5th, 1919, annexed to the said article, made an express reservation regarding abolition in the future ("would agree") of the régime of the free zones resulting from the former stipulations concerning them, it

obligatoirement abroger lesdites stipulations, obligeant ainsi la Suisse à accepter comme seule base possible de l'accord futur entre elle et la France l'abrogation du régime des zones franches ;

Que cette manière de voir ne se trouve nullement infirmée à raison des faits antérieurs au Traité de Versailles ; qu'elle est, au contraire, corroborée par les faits relatifs à l'élaboration de l'article 435 du Traité de Versailles et dont il a été fait état devant la Cour ;

Sur le délai à impartir :

Considérant que, dans les circonstances de la cause, un délai d'environ neuf mois semble suffisant pour permettre aux Parties de trouver les bases d'un accord qu'elles ont elles-mêmes à plusieurs reprises reconnu comme infiniment souhaitable ;

La Cour

1) écarte des débats en l'affaire, dans sa phase actuelle, les *Publications des Comités suisses en faveur du maintien des zones franches de 1815 et 1816,* déposées à l'audience du 13 juillet 1929 par l'agent du Gouvernement suisse ;

2) impartit au Gouvernement de la République française et au Gouvernement de la Confédération suisse un délai expirant le 1er mai 1930 pour régler entre eux, dans les conditions qu'ils jugeront opportunes, le « nouveau régime » des territoires visés à l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le dix-neuf août mil neuf cent vingt-neuf, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis

is impossible to conclude that as between France and Switzerland, the aforesaid article and its annexes is intended necessarily to lead to the abrogation of the said provisions, thus compelling Switzerland to accept the abrogation of the régime of the free zones as the only possible basis of the future agreement between herself and France;

Whereas this view is in no way weakened by the facts antecedent to the Treaty of Versailles; as, on the contrary, it is corroborated by the facts relating to the drafting of Article 435 of the Treaty of Versailles which have been cited before the Court;

As to the time to be granted:

Whereas, having regard to the circumstances of the present case, a period of approximately nine months seems to be sufficient to allow the Parties to establish the basis of an agreement which they have themselves, on many occasions, recognized as highly desirable;

THE COURT

(1) excludes as evidence at the present stage of the case the *Publications des Comités suisses en faveur du maintien des zones franches de 1815 et 1816* filed at the hearing of July 13th, 1929, by the Agent for the Swiss Government;

(2) accords to the Government of the French Republic and to the Government of the Swiss Confederation a period expiring on May 1st, 1930, to settle between themselves, under such conditions as they may consider expedient, the "new régime" to be applied in the districts contemplated by Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles.

Done in French and English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this nineteenth day of August, nineteen hundred and twenty-nine, in three copies, one of which shall be placed in the archives of the

respectivement aux agents du Gouvernement de la République française et du Gouvernement fédéral suisse.

Le Président de la Cour :
(*Signé*) D. ANZILOTTI.

Le Greffier de la Cour :
(*Signé*) Å. HAMMARSKJÖLD.

MM. Nyholm, juge, Negulesco, juge suppléant, et Dreyfus, juge *ad hoc*, tout en se ralliant au dispositif de la présente ordonnance, déclarent ne pas être d'accord sur les motifs dans la mesure où ils l'ont indiqué eux-mêmes en formulant leurs opinions individuelles ci-après exposées.

M. Pessôa, juge, tout en se ralliant à la présente ordonnance, déclare y joindre les explications qui suivent.

(*Paraphé*) D. A.

(*Paraphé*) Å. H.

Court and the others delivered to the Agents of the Government of the French Republic and of the Swiss Federal Government respectively.

(*Signed*) D. ANZILOTTI,
President.

(*Signed*) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

MM. Nyholm, Judge, Negulesco, Deputy-Judge, and Dreyfus, Judge *ad hoc*, whilst concurring in the operative portion of the present order, declare that they are unable to agree with the reasons to the extent which they have themselves indicated in the separate opinions set forth hereafter.

M. Pessôa, Judge, while agreeing with the present order, desires to add thereto the observations which follow hereafter.

(*Initialled*) D. A.

(*Initialled*) Å. H.